

Forte percée de l'extrême droite en Flandre, victoire du Parti socialiste en Wallonie et à Bruxelles : la Belgique plus que jamais coupée en deux

Les élections législatives belges organisées le 26 mai donnent à voir un pays fortement divisé.

La Flandre connaît une percée de l'extrême droite du Vlaams Belang (Intérêt flamand, VB), parti présidé par Tom Van Grieken. Si la Nouvelle alliance (N-VA), parti nationaliste présidé par Bart De Wever, demeure le premier parti de la région avec 25 sièges, il est néanmoins en recul (- 8 sièges par rapport aux précédentes élections parlementaires du 25 mai 2014) et échoue à passer le seuil de 30% des suffrages. Le Vlaams Belang prend donc la 2e place avec 18 élus, (+15 sièges).

Le Parti démocrate-chrétien (CD&V), conduit par Wouter Beke, prend la 3e place du scrutin mais enregistre une baisse : 12 élus (- 6). Suivent les Libéraux et démocrates (Open VLD), parti emmené par Gwendolyn Rutten, avec 12 élus (- 2) ; le Parti socialiste (SP.A), dirigé par John Crombez, avec 9 sièges (- 4) et Groen, parti écologiste présidé par Meyrem Almaci, avec 8 sièges (+ 2). Le Parti du travail (PTB/PvdA), extrême gauche, emmené par Peter Mertens, remporte pour la première fois des sièges en Flandre.

En Wallonie, le Parti socialiste (PS), dirigé par Elio di Rupo, prend la première place du scrutin en dépit de son recul : 20 sièges[1] (- 3). Il devance le Mouvement réformateur (MR), parti libéral du Premier ministre sortant Charles Michel, qui enregistre un recul et obtient 14 élus (- 6) ; Ecolo, parti codirigé par Zakia Khattabi et [Jean-Marc Nollet](#), obtient 13 élus (+ 7) et le Parti du travail, en forte progression, remporte 12 sièges (+ 10). Le Centre démocrate humaniste (CDH), dirigé par Maxime Prévot, prend la 5e place (5 élus, - 4).

A Bruxelles, les socialistes sont également arrivés en tête, juste devant les écologistes francophones qui connaissent une hausse importante. Le Mouvement réformateur a pris la 3e place du scrutin, suivi par DéFI-Démocrate fédéraliste indépendant, présidé par Olivier Maingain, et par le Parti du travail. Ce dernier réalise comme en Wallonie une percée dans la capitale belge.

La participation s'est élevée à 90,01%. Rappelons que le vote est obligatoire.

1. Le nombre de sièges est ici et pour les partis suivants cités dans cet article donné pour l'ensemble de la Belgique, les partis francophones obtenant des élus en Wallonie et à Bruxelles. Les partis flamands obtiennent également des élus à Bruxelles mais moins que les partis francophones.

Résultats des élections parlementaires du 26 mai 2019 en Belgique

Chambre des représentants

Participation : 90,01%

Partis politiques	Nombre de sièges
Nouvelle alliance flamande (N-VA)	25
Parti socialiste (PS)	20
Vlaams Belang (VB)	18
Mouvement réformateur (MR)	14
Ecolo	13
Parti du travail (PTB/PvdA)	12
Parti démocrate-chrétien (CD&V)	12
Libéraux et démocrates (Open VLD)	12
Parti socialiste (SP. A)	9
Groen !	8
Centre démocrate humaniste (cdH)	5
DéFI-Démocrate fédéraliste indépendant	2
Autres	0

Source : <https://elections2019.belgium.be/fr/resultats-chiffres?el=CK&id=CKR00000>

« Nous avons reçu un mandat de l'électeur. Je m'en voudrais de ne pas essayer de tout faire pour parvenir au pouvoir » a déclaré le président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, à l'annonce des résultats. Il a dit vouloir « prendre ses responsabilités » et il souhaite « briser le cordon sanitaire » par lequel les autres partis politiques s'interdisent de négocier avec lui. « Ce résultat dépasse nos plus grandes attentes. Avec 13% ou 14%, j'aurais été un président heureux. Avec ce score, tu ne peux pas te retrancher derrière le cordon sanitaire. Je dois tout mettre en œuvre, dans la limite de mes possibilités, pour le briser » a ajouté le dirigeant, qui a également indiqué être prêt à « mettre de l'eau dans son vin » dans l'optique des négociations pour la formation du gouvernement.

Les électeurs, nombreux, qui étaient passés du Vlaams Belang à la Nouvelle alliance flamande lors des dernières élections législatives du 25 mai 2014 ont sans doute été déçus par le bilan de la N-VA au gouvernement. « La réalité, c'est que dans la plupart des pays et régions d'Europe, un quart voire jusqu'à un tiers des électeurs sont attirés par un parti très strict sur l'immigration. Selon le contexte politique, ces gens

vont voter pour un parti d'extrême droite ou de droite radicale qui affiche une ligne sécuritaire. On l'a vu en Autriche par exemple. Mark Rutte avait aussi joué là-dessus il y a quelque temps avec succès au Pays-Bas. En Flandre, ces électeurs étaient au Vlaams Belang et sont partis à la Nouvelle alliance flamande qui est devenue un parti de gouvernement. C'était le risque pour la N-VA d'avoir une partie des déçus qui retournent vers le Vlaams Belang. Cela s'est confirmé » analyse, Dave Sinardet, politologue de l'université Saint-Louis et de la Vrije Universiteit (VUB) de Bruxelles

On ajoutera que le Vlaams Belang, à l'image d'autres partis d'extrême droite en Europe, a su se positionner sur des enjeux sociaux. « le Vlaams Belang s'est profilé davantage à gauche, notamment sur les questions socioéconomiques. Il a aussi à cœur de défendre les classes sociales plus défavorisées, c'est clairement un nouveau positionnement pour tenter de gagner des voix chez les déçus des partis de gauche. Les positions du Vlaams Belang sont quelquefois assez proches de celles des partis de gauche (...) Le succès du Vlaams Belang repose en partie sur les frustrations nées d'une réalité : la Nouvelle alliance flamande est devenue un

parti de l'establishment. Les déçus de la N-VA se sont aussitôt tournés vers le Vlaams Belang, parti qui a réussi à capitaliser toute sorte de frustrations sociales » affirme le politologue.

Enfin, la jeunesse des dirigeants du parti d'extrême droite a constitué un atout important : le parti semble avoir séduit aussi les électeurs les plus jeunes, notamment de nombreux primo votants.

Les partis du gouvernement et les partis de l'opposition s'accusent mutuellement de la hausse du Vlaams Belang. Les dernières voient en elle la conséquence du gouvernement du Premier ministre sortant Charles Michel (MR), auquel la N-VA a participé durant 4 ans jusqu'en décembre dernier, et de son discours très à droite. De son côté, le MR met en avant l'attitude des partis d'opposition au cours des 5 dernières années et il rappelle que l'extrême-droite progresse dans de nombreux pays d'Europe. « La montée du Vlaams Belang montre que la Belgique n'est pas épargnée par la montée en puissance des populistes extrémistes que connaissent d'autres pays européens » a affirmé Charles Michel.

« J'ai de mauvaises nouvelles et de bonnes nouvelles » a indiqué Bart De Wever à l'annonce des résultats. « Nous avons perdu les élections, c'est clair et net, mais nous restons de loin le premier de Flandre » a-t-il souligné déclarant ne pas fermer la porte à des discussions avec le Vlaams Belang parti qu'il a tenu à féliciter pour sa victoire. « Si nous faisons les choses avec raison, mais ça n'arrive pas souvent dans ce

pays, alors il faudrait jouer dès maintenant la carte du confédéralisme et mettre définitivement fin à toute cette misère » a indiqué Bart de Wever.

« Nous sommes le deuxième vainqueur de ces élections » a souligné Peter Mertens, président du Parti du travail à l'annonce des résultats. « Quand tous les partis traditionnels reçoivent des coups, c'est un signal assourdissant. Le politique est là pour servir le peuple, pas pour se servir lui-même » a-t-il affirmé. Il a promis d'être « encore beaucoup plus la locomotive de la gauche ».

« Nous sommes la première force en Wallonie et dans la région bruxelloise. Nous sommes la première force politique des francophones de notre pays. Plus que jamais les socialistes mènent, le succès du Parti socialiste témoigne du désir de changement d'une large part de la population. Le Parti socialiste agira dans l'intérêt de tous les habitants de notre pays, il entend mettre en œuvre plus de justice sociale » lui a répondu le président du PS, Elio Di Rupo.

Avec une Flandre fortement ancrée à droite et deux autres régions (Wallonie et Bruxelles) dominées par la gauche, la formation de la future coalition gouvernementale belge sera compliquée. « l'enjeu n'est plus seulement politique, il est d'abord sociologique : comment les dirigeants de ce pays vont-ils faire pour amener à cohabiter, dans un même espace institutionnel, deux peuples à ce point différents, opposés ? » s'interroge Philippe Martin, éditorialiste du quotidien L'Avenir.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.